

LA PSYCHANALYSE AU CANADA, VUE DU QUÉBEC

[Annick Passelande](#), [Robert Pelletier](#)

Érès | « [Psychanalyse](#) »

2007/3 n° 10 | pages 43 à 69

ISSN 1770-0078

ISBN 2749207834

DOI 10.3917/psy.010.0043

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-psychanalyse-2007-3-page-43.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'association

La psychanalyse au Canada, vue du Québec

Entretien avec Annick PASSELANDE et Robert PELLETIER

PSYCHANALYSE : Pourriez-vous vous présenter de façon à permettre au lecteur de saisir à partir de quelle position vous appréciez la situation québécoise et plus largement canadienne ?

Robert Pelletier : Je suis de cette génération d'hommes nés au Québec dans l'après-guerre, avant que ne s'amorce la sortie de la « Grande Noirceur », avant que ne s'érode la culture traditionaliste, catholique et conservatrice qui marqua le Québec jusqu'au début de la Révolution tranquille, car le Québécois la fait tranquille, sa révolution. C'est une question de style ! Je me suis inscrit à la fin des années 1960 à l'Institut de psychologie de l'université de Montréal, celle-là même où avait fermenté le mouvement psychanalytique au Canada, après avoir été atteint pendant mon adolescence par la lecture des *Prodigieuses découvertes de la psychologie moderne* (P. Daco, aux éditions Marabout). Lors du premier trimestre universitaire et durant toute ma formation, je ne rencontrai que cours de méthodologie expérimentale, de statistiques, de psychophysiologie (l'ancêtre de la neuropsychologie), de psychologie expérimentale des émotions, de la motivation, de l'apprentissage... Les cours de métapsychologie I et II n'étaient offerts qu'à partir de la quatrième session, en seconde année donc. Mon univers s'écroula lors de ce premier trimestre. Pour ne pas sombrer totalement, je me livrai à fond à mes études à la manière du contre-phobique qui dénie ce qui le tarade, tellement qu'on me remarqua et m'offrit de devenir assistant de recherche (grassement payé) dès le début de la deuxième année universitaire. Je pus ainsi passer à travers cinq années de psychologie fondée sur la recherche... jusqu'à ce que la marmite saute après l'obtention de mon diplôme qui faisait de moi un psychologue admis à l'Ordre des psychologues du Québec !

Alors je débutai une analyse qui dura longtemps, m'inscrivis dans un centre où l'on offrait un « programme » de formation psychanalytique classique, ouvris un cabinet, fis des supervisions, assistai aux séminaires du psychanalyste d'origine française installé à Montréal, François Peraldi, osai y parler, commençai à écrire et à prendre la parole dans divers lieux, fondai une association (l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec) et tins à mon tour des séminaires. Pour gagner ma vie, je menai conjointement, pendant plus de trente ans, une carrière de professeur de psychologie et un métier d'analyste. Je suis maintenant retraité de l'enseignement et maintiens toujours ma pratique d'analyste. Aujourd'hui, ma plus

grande source de satisfaction demeure la direction de cures analytiques, là où, ponctuellement et de manière impromptue, se produisent des effets de rencontre.

La façon avec laquelle *Psychanalyse* pose dans cet entretien le thème « La psychanalyse au Canada » m'interpelle particulièrement, car on prend bien soin de préciser, après avoir mis une virgule qui ne fait qu'en amplifier l'intention, « vue du Québec ». Pourtant, à cette date, le Québec fait toujours partie du Canada en tant qu'une des provinces formant la confédération. *Psychanalyse* semble donc postuler que la psychanalyse en ce pays devrait être abordée tout au moins selon au moins deux perspectives : la psychanalyse au Canada, vue du Canada et la psychanalyse au Canada, vue du Québec !

La depuis toujours problématique dualité culturelle canadienne anglophone et francophone (« les deux solitudes ») – dualité née avec l'abandon de la Nouvelle-France par la mère patrie française et l'imposition du modèle parlementaire britannique suite à la conquête anglaise en 1759 – semble donc sous-tendre le thème proposé, nous invitant ainsi sur cette voie de réflexion. Si la dualité culturelle canadienne, fondée essentiellement sur la dualité linguistique des peuples fondateurs, est une des données essentielles pour comprendre la façon dont la psychanalyse fut introduite au Canada, y fut institutionnalisée et fait objet de transmission, cette dualité n'est toutefois pas la seule donnée dont il faille tenir compte. D'autres dualités ont aussi opéré : celle opposant le Canada aux États-Unis, celle opposant médecins aux non-médecins, celle opposant l'institution affiliée à l'API à la « marge psychanalytique » québécoise non affiliée, celle opposant chez les affiliés à l'API les tenants d'une formation formelle à la mode anglo-saxonne aux tenants d'une formation/transmission « à la française ». Bref, l'histoire de l'introduction et de la transmission de la découverte freudienne au Canada ne peut évidemment qu'être tissée à même ce qui fait la trame politico-culturelle de ce pays.

Le Canada, pays des Amériques, appartient donc au Nouveau Monde, et surtout fait frontière commune avec les États-Unis, son voisin immédiat dont on connaît les effets du libéralisme hégémonique tentaculaire. Si le Québec, par le fait français, est plus près de la Vieille Europe, particulièrement de la France, que le reste du Canada qui se retrouve davantage, par le fait anglophone, du côté états-unien, sa survie n'en est pas moins menacée de baigner ainsi dans une « mèr(e) » anglo-saxonne qui l'entoure de toutes parts et risque de l'absorber. Là encore la transmission de la psychanalyse reste teintée de ce fait. Du côté anglophone, par exemple, la psychanalyse fut récupérée par la psychiatrie selon le modèle américain de la psychologie du moi fort bien adapté. Même si du côté francophone on essaye de s'aventurer hors des sentiers de cette normalisation à visée adaptatrice, nous assistons malgré tout, depuis quelques années, à une récupération par la tendance adaptatrice des concepts de la psychanalyse. C'est ainsi, pour ne citer qu'un cas de figure, et il y en aurait d'autres (à l'université McGill de Montréal par exemple), que des analystes et des psychologues psychodynamiciens de l'université Laval à Québec s'emploient à développer un modèle psychothérapeutique de traitement des états-limites en empruntant à l'analyste américain O. Kernberg, avec qui ils collaborent par ailleurs, ses concepts clinico-théoriques. Le tranchant de la découverte freudienne s'y est totalement émoussé dans la recherche de l'efficacité thérapeutique à tout prix.

Annick Passelande : Je suis arrivée au Québec en 1992, après avoir fait mes études de psychologie en France, à Toulouse, et y avoir exercé quelques années comme psychologue. Je

connaissais déjà le Québec, mais je l'ai vraiment découvert par la suite. La marque qu'avait imprimée la psychanalyse lacanienne dans mon parcours universitaire, au tournant des années 1980, avait été pour moi décisive. J'ai commencé mon analyse durant ces mêmes années et, dans mes débuts de psychologue, c'est la psychanalyse qui m'aidait à interroger les inévitables complexités de ma pratique. La vivacité de son discours, sa pertinence clinique n'ont jamais cessé de décider de mon orientation, freudienne et lacanienne.

À mon arrivée au Québec, ma surprise a été de taille et progressivement de plus en plus grande. Je peux dire que ce fut un vrai choc. Le discours dans lequel je plongeai alors, sans préparation, me parut tout à fait unitaire et je mis du temps à entendre une contrepartie à l'inflation neurobiologiste, comportementaliste et communautariste. Pas, ou si peu de psychanalyses dans les universités, si ce n'est dans les départements où la clinique n'avait pas droit de cité, en littérature, théologie, anthropologie, etc. La psychanalyse, quasi absente des institutions, était considérée comme une pseudo-science, au mieux une discipline quasi désuète, réservée au silence feutré, voire intime des cabinets privés (l'odeur du soufre et du goupillon du début du siècle dernier n'est jamais loin), au pire une mystique. Quand on ne criait pas à l'imposture, elle semblait consensuellement considérée comme n'ayant pas fait ses preuves (elle ne « guérit » pas) et ne pouvait que céder devant les lumières aveuglantes de la science, devant l'idéal technoscientifique qui anime la société nord-américaine et ses valeurs dérivées : la performance et l'efficacité... Qu'en 1996 la librairie du Congrès de Washington décide, sous les pressions, d'annuler une exposition sur Freud n'avait rien pour étonner.

Bien que les lieux et l'offre thérapeutiques fleurissent partout à Montréal (plus de cinquante types de psychothérapies officiellement répertoriées offrent des activités de croissance personnelle, de maîtrise, de connaissance de soi, d'autogénération, d'EMDR, d'écoute de ses émotions, de médecine douce, de gestion du stress, de biofeedback, de pensée positive, etc.), je constatai l'omniprésence d'un discours très uniformisé sur les « troubles » ou les maladies mentales. La « thérapeutique » se révélait un territoire envahi par de multiples professions, travailleurs sociaux, conseillers en orientation, infirmiers, médiateurs, thérapeutes, massothérapeutes... La référence seule au DSM était communément, mais surtout officiellement, admise, non seulement pour penser la nosographie mais aussi pour servir d'appui théorique...

La psychologie populaire côtoie et s'abreuve aux sources d'études toutes plus scientifiques les unes que les autres. Voici un aperçu des études qui retiennent ici l'attention des chercheurs et du grand public : le rôle-clé de l'intelligence émotionnelle dans l'adaptation, l'efficacité des techniques EMDR sur le traitement des stress posttraumatiques ; la psychologie du bonheur ; les prédispositions génétiques à l'hyperactivité ; les sources neurobiologiques de la psychose ; les prédispositions génétiques et probablement épigénétiques (mutations génétiques dues à l'impact de l'environnement) conjuguées à l'exposition à des toxiques dans l'autisme ; l'influence des médias sur les troubles de l'alimentation ou sur la violence à l'école, l'efficacité de l'apport d'oméga 3 dans le traitement de la dépression ; les liens entre le trouble de l'attention et de l'hyperactivité (TDAH) et les risques de décrochage scolaire ou la pauvreté ; la mise en place de programmes de dépistage dès la maternelle ; la comorbidité, les stressors psychosociaux associés... Cette énumération à la Prévert qui a partout des accents bien connus est loin d'être exhaustive... Modèles organicistes, quasi technologiques, modèles neurobiologiques, génétiques, biochimiques, pharmacologiques se côtoient et se conjuguent aux

approches cognitives et comportementalistes, corporelles, émotionnelles, humanistes, psychodynamiques, transpersonnelles, créatives, systémiques, pour organiser l'hygiène mentale... Les évaluations d'efficacité comparées font florès. Je n'entendais rien sur la singularité du sujet, les questions de la jouissance et du désir, qui semblaient évacuées au profit de la réponse au sacro-saint « besoin ».

Le discours régnant est fondé sur des « valeurs » (maître mot) égalitaires, communes et partagées par tous, il est légitimé par la science et relayé par la charte des droits, la protection du citoyen, les revendications individualistes et la prise en charge du collectif. La « prise en charge » des individus (dont le « trouble » se répertorie en toute « objectivité », de façon indiscutable, puisque l'approche du DSM se dit athéorique et fondée sur la stricte observation « positive » des symptômes) est considérée comme nécessaire, les « besoins » sont évalués, les avancées de la science organisent la réponse à la souffrance, et les budgets de la prise en charge sont calculés en fonction des résultats évalués et du rendement des « programmes ». Je constatai qu'un contre-discours était quasiment absent. Qui élevait sa voix dans le sens contraire de la majorité, qui interrogeait ces relents d'hygiène et de vertu ? Il aurait vite risqué d'être taxé de rétrograde, ou accusé de nier l'évidence démontrée scientifiquement, ou de s'armer d'un intellectualisme fumeux et dépassé qui avait perdu sa légitimité. Quel courage faudrait-il pour aller à contre-courant de ce discours ? Prétendre, par exemple, que la dépression n'est pas une maladie, que la maladie mentale a rarement affaire à la génétique (on ne discute plus ici l'évidence des sources génétiques de l'homosexualité), que le Ritalin¹ n'est pas la solution incontournable face à la détresse des jeunes enfants... Quel discrédit unanime s'ensuivrait-il ? D'où serait-il possible de redonner une chance au sujet, de soutenir un discours autre, un souci éthique plutôt que les précautions legalistes ou les rigidités déontologiques, la prise en compte du désir singulier des sujets, la clinique du un par un, plutôt que les solutions miracles, médicaments, programmes de réhabilitation, thérapies modélisées, clés du bonheur et autres pratiques régnaient où l'autre sait sans vous ce qui est bon pour vous.

Bien sûr, ce constat est assez dramatique, et j'allai rencontrer peu à peu et inévitablement des personnes, des groupes préoccupés par les impasses déshumanisantes des politiques de santé mentale au Québec et par la subversion qu'y introduit le discours psychanalytique. Je n'allai pas tarder à entendre de multiples voix, dans tous les domaines culturels, aller contre cette asphyxie qui m'était d'abord apparue. Des artistes, des philosophes, des gens de culture, des observateurs de la scène publique allaient contre cet effet d'uniformisation du discours. Et aussi des praticiens perplexes, des collègues, des étudiants, des analysants, très concernés par l'émergence ou la reviviscence de concepts psychanalytiques propres à imposer une autre perspective, une autre réponse aux souffrances individuelles.

Alors, sans doute, je ne fais état ici que de ma naïveté : ce qui avait cours au Québec arrivait aussi en France, et je ne l'avais pas vu. Cette sorte d'uniformisation du discours est bien sûr un phénomène aussi « global » que l'est le « village » mondial où la mise à l'écart de la psychanalyse sévit partout. Jusque-là, j'avais vécu dans un microcosme, un lieu d'exception et je ne le savais pas...

1. Actuellement, 10 % des enfants d'âge scolaire, au Québec, sont traités au Ritalin. De 1991 à 1995, le nombre d'enfants entre 2 et 4 ans traités au Ritalin a augmenté de 150 %.

Après coup, j'ai le sentiment, en ayant traversé l'Atlantique, d'avoir fait aussi un saut dans le temps et constaté, déjà, les conséquences de ce que je n'avais pas vu arriver en 1990... C'est ce qui m'a fait dire qu'en Amérique et plus précisément au Québec, j'ai vu les effets du bulldozer, une fois passé, du discours de la science, alors qu'en France aujourd'hui on assiste à son passage !

PSYCHANALYSE : Quand et comment l'œuvre de Freud a-t-elle été introduite au Canada et au Québec en particulier ? Sans doute le bilinguisme aura-t-il permis des filières différentes... Qu'en est-il des premiers psychanalystes canadiens et québécois (leur formation, leur audience) ? Y a-t-il eu une association de psychanalystes ? Était-elle rattachée à l'IPA ?

R. Pelletier : La première trace de la présence de la psychanalyse au Canada se retrouve à Toronto avec l'arrivée d'Ernst Jones en 1908. Les effets imprévus de son séjour au Canada (de 1908 à 1913) sur la création de la Société canadienne de psychanalyse (SCP) bien des années plus tard (1957) illustrent bien ce qu'il en est de l'histoire de la psychanalyse au Canada traversée dans les dualités conflictuelles. Lorsque Jones s'installe à Toronto en 1908, c'est non pas pour fonder un institut de psychanalyse au Canada mais bien pour entreprendre la conquête de l'Amérique du Nord. En tant que Britannique, il lui était sans doute plus facile de s'installer à Toronto, ville anglophone, mais surtout pas très éloignée de villes telles que Boston, Détroit et New York. L'organisateur tout dévoué à la cause psychanalytique passera effectivement son temps surtout aux États-Unis pour contribuer à la fondation de plusieurs sociétés psychanalytiques américaines mais plus particulièrement pour mettre sur pied la toute-puissante American Psychoanalytic Association (APA) qui vit le jour en mai 1911. À vrai dire, l'Anglais Ernst Jones et l'Américain Abraham Brill se partagèrent l'Amérique du Nord : Brill prit New York, Jones le reste. Lorsque ce dernier quittera le Canada, il n'y aura fondé aucune association, aucun institut, révélant ainsi, pourrions-nous avancer, que son intérêt était tout entier pour les États-Unis, là où, selon la légende, Freud avait apporté la peste et surtout là où la psychanalyse était en voie de devenir un acte médical. Cette partition politique du champ psychanalytique de l'Amérique du Nord ne sera pas sans causer d'importants conflits suscités par les tendances hégémoniques de l'APA lors des péripéties menant à la fondation de la Société canadienne de psychanalyse à la fin des années 1950.

Qu'en est-il justement de ces tout débuts du mouvement psychanalytique au Canada ? C'est à Montréal qu'il s'amorça en 1942 dans un institut de psychologie fondé par un dominicain, le père Noël Mailloux, et affilié à la faculté de philosophie d'une université de droit canonique, l'université de Montréal, dont le recteur était archevêque ! L'œuvre de Freud y était même à l'index et une dispense était exigée du cardinal pour que les professeurs y aient accès.

A. Passelande : Comme on sait, le passage de Freud en Amérique en 1909 n'a soulevé son enthousiasme et ses espoirs que très brièvement. À sa joie, au sentiment qu'il eut de se faire découvrir par l'Amérique, succéda rapidement et de plus en plus une forte aversion face à ce que l'Amérique faisait de sa découverte. Toujours pratiques, les Américains cherchèrent rapidement à étalonner les résultats des cures. Avec enquêtes sociologiques et évaluations statistiques à l'appui, ils voulurent « prouver » la validité des découvertes freudiennes, leur

satisfaction aux normes de la respectabilité scientifique. L'engouement pour les thérapies brèves de Rank, le moralisme idéaliste de Putnam, etc. inspirèrent à Freud quelques remarques ironiques. Le travail de Brill plus particulièrement, son effort de vulgarisation du freudisme et son souci pour l'adapter à l'esprit américain ne firent que susciter ses appréhensions face au tournant pragmatique et adaptatif qui allait bien souvent infléchir sa découverte de l'inconscient de ce côté-ci de l'Atlantique. Les thérapeutes de l'Europe de l'Est y avaient massivement immigré entre les deux guerres et donnèrent à la version américaine de la psychanalyse une caution de légitimité.

Rapidement, les psychanalystes américains se sont organisés en mouvements corporatistes et professionnels. Leurs fortes réticences face à la psychanalyse profane (en contradiction avec les indications plus que précises et appuyées livrées par Freud lui-même en 1926 ²), la question du droit à poser un diagnostic ou une indication de cure, les questions entourant la formation des analystes, la pratique des contrôles, vite devenue chasse gardée, entraînèrent de multiples querelles et scissions. Les courants kleinien et lacanien y ont toujours suscités dans un premier temps et pour les freudiens dits « orthodoxes » les plus vives réticences. La psychanalyse en Amérique du Nord pourrait se lire à partir de l'histoire des exilés et des immigrants, et des résistances ou des impératifs d'assimilation au Nouveau Monde que rencontre tout immigrant qui veut y faire sa vie et le conquérir...

La psychanalyse peut-elle faire « communauté spirituelle », se demandait déjà Freud. Peut-elle assez lier ceux qui s'en inspirent pour qu'ils puissent continuer le débat en évitant les chapelles, d'un pays à l'autre, d'une langue à l'autre, pour en redécouvrir toujours le tranchant, l'irréductible nouveauté, sa fracture radicale d'avec les autres discours (médicaux, religieux, humanistes, éducatifs...)?

Dans les années 1950, le Québec traverse l'époque qu'on appelle « la grande noirceur » sous la férule du Premier ministre Maurice Duplessis. Le clergé y exerce une influence déterminante. Dans les sphères tant publiques que privées, il est omniprésent. Parodie de vertu, puritanisme et morale sont dans l'air du temps. Les institutions d'enseignement sont dans les mains du clergé, celles de la santé sont gérées, servies et orientées par les religieuses et la charité des derniers recours relève de l'Église. La censure règne. Les livres de Freud, comme beaucoup d'autres jugés sulfureux, resteront à l'index jusqu'au début des années 1960 et, jusque-là, il faudra une dispense, une permission écrite d'un responsable ecclésiastique officiel pour que les préposés des bibliothèques publiques laissent sortir ces ouvrages....

Le contexte, celui de l'après-guerre, verra cependant les premiers signes de la rupture. Le mythe religieux se vide et se révèle peu à peu incapable d'expliquer le monde. Le *Manifeste du refus global* (1948) écrit par le peintre automatiste Paul Émile Borduas et signé par une poignée de peintres et de poètes fera date, jusqu'à servir encore aujourd'hui de conscience culturelle et de référence quant à l'entrée du Québec dans la modernité. L'écriture de ce manifeste correspond à un sursaut et à une vraie prise de risque ³, il questionnait l'autorité de

2. S. Freud, « La question de l'analyse profane », 1926. Pour les Américains, « profane » équivalait strictement à « non médecin ». On constate à la lecture de ce livre que la définition de Freud était plus vaste, dans son souci de préserver sa science des « églises », trop prompts à remplacer par « l'orthodoxie » les questions que la psychanalyse soulève.

3. Paul Émile Borduas sera congédié de l'École du meuble où il exerçait comme professeur.

l'Église, appelait les Canadiens français (pas encore dits « Québécois ») à se désolidariser de leur passé de vaincus et de colonisés (de leurs attachements passés, français, des vainqueurs anglais, de l'autorité papale), opposait à la censure, au cléricisme mais aussi au règne de la science et de l'utilitarisme, la spontanéité de l'artiste, l'ouverture à l'art comme expérience de l'inconscient, la responsabilité du sujet.

Cité libre, un magazine d'idées fondé en 1950, devint une tribune pour les intellectuels québécois. Il entendait « briser le silence », déclencher le débat, « poser carrément et publiquement la question du cléricisme », redonner ses droits, enfin, à l'individu et... au libéralisme.

C'est dans ce contexte culturel fiévreux que l'œuvre de Freud apparaît dans le paysage intellectuel de la « Belle Province ». Cette introduction est le fruit d'une rencontre improbable, paradoxale, celle d'un Canadien français dominicain et d'un Espagnol réfugié du franquisme.

Le père Noël Mailloux avait fait ses études en Italie, en France et aux États-Unis... Il usa de ses appuis dans le clergé européen pour lever, à l'intention de ses étudiants, l'index sur l'œuvre de Freud et insuffla dans l'institut de psychologie qu'il créa en 1942 à l'université de Montréal un intérêt et un enthousiasme réels pour la pensée freudienne⁴.

Rapidement, Théo Chentrier se joignit à lui. Psychanalyste français, il immigra à Montréal en 1948. Linguiste, membre de la SPP, il avait suivi une analyse avec Loewenstein. Recommandé par Lagache au père Mailloux, il obtint un poste à l'institut de psychologie de Montréal.

Miguel Prados s'exila d'Espagne, d'abord à Londres, puis au Canada. Il n'avait fait qu'une autoanalyse. Élève de Kraepelin, il fut engagé au Allan Institute et enseigna la psychiatrie à l'université McGill. Ignoré des milieux médicaux, il était en revanche admiré parmi les intellectuels et les artistes et eut sur l'installation de la psychanalyse à Montréal une influence déterminante.

Alors que Mailloux inaugurait l'enseignement de la pensée freudienne, Prados organisait des rencontres pour discuter de psychanalyse. Ils ne devaient pas tarder à se rencontrer et fonder, en 1946, le Cercle psychanalytique de Montréal (Montreal Psychoanalytic Club), lieu ouvert à tous, où l'on se passionnait pour l'œuvre de Freud. Le passage d'Ernst Jones à Toronto de 1908 à 1913 n'ayant essaimé aucune filiation, c'est à partir du Cercle montréalais que la psychanalyse s'introduisit au Canada. Il organisa des rencontres, fit venir des analystes des États-Unis (Zilboorg qui viendra plusieurs années de suite, Loewenstein, Rapaport), de France (Favez-Boutonnier), etc. Le Cercle psychanalytique de Montréal n'avait rien d'officiel, n'était régi par aucun règlement. Il était un lieu de brassage d'idées et de réel travail qui laissera à chacun qui l'a fréquenté le souvenir d'une riche expérience. Quarante membres inscrits, autant d'invités assistant aux réunions hebdomadaires... On rêverait aujourd'hui d'une telle effervescence ! Ce moment semble correspondre à l'âge d'or de la psychanalyse au Québec, quand les relations ne tournaient pas à la lutte institutionnelle.

4. Mailloux connaissait à fond saint Thomas, il enseignait Freud dans le texte, s'appuyait sur Fénichel, s'intéressait à la psychologie expérimentale de Piaget...

Un problème demeurait : il n'y avait pas véritablement d'analystes, ni non plus de formation analytique. Au fur et à mesure, des jeunes s'expatriaient, surtout en Angleterre, aux États-Unis et en France, puis revenaient après avoir fait une analyse. D'autres, psychanalystes reconnus par l'IPA, arrivaient.

Mailloux et Prados rêvaient de donner des assises solides à la psychanalyse au Québec... Ils se tournèrent naturellement vers le voisin américain. Dans les années 1950, l'histoire de la reconnaissance officielle de la psychanalyse au Québec connut plusieurs remous... Jusque-là, la déjà puissante APA ne s'était pas intéressée au fervent cénacle de Montréal, mais quand ce dernier prit le chemin de la reconnaissance officielle, elle manifesta ce en quoi l'orthodoxie psychanalytique devait passer par ses vues et, à l'instar des accords commerciaux qui aujourd'hui défrayent la chronique, elle dicta ses exigences. Toute reconnaissance du titre devait être sanctionnée par un institut de formation reconnu par une société affiliée à l'API et, malgré les fermes objections de Freud quant à la pratique de la psychanalyse par les seuls médecins, la majorité des voix de l'APA considéraient qu'elle devait demeurer une discipline purement médicale. Jusque-là, les intérêts du Cercle se concentraient sur la psychanalyse et ses rapports aux sciences connexes. Se posa alors, de façon aiguë, la question de ses rapports à la médecine et à la psychiatrie.

Issue du Cercle psychanalytique de Montréal, la Société canadienne de psychanalyse (SCP) s'inaugura avec le rejet de ces trois-là auxquels elle devait d'avoir vu le jour. Des trois défricheurs, Mailloux n'était pas psychanalyste reconnu d'une institution affiliée à l'API ; malgré ses appuis dans la communauté analytique, il dut se retirer de la présidence du Cercle. Prados proposa en 1952 la dissolution du Cercle pour qu'il ne soit pas confondu avec la jeune société et se retira de la présidence à son tour parce que, bien que médecin, il n'était pas analyste. Il le fit au profit de Chentrier, qui démissionnera à son tour pour faciliter les négociations parce que, bien qu'appartenant à la SPP, il n'était pas médecin.

La demande d'affiliation, refusée par l'APA en 1951, fut en revanche rapidement acceptée par la société britannique en 1952, mais l'APA fit valoir qu'un accord leur donnait le pouvoir exclusif sur l'Amérique du Nord. C'est en rétorquant que le Canada fait partie du Commonwealth que les Britanniques parviendront à parrainer Montréal. L'APA, qui refusera le compromis de coparrainage, n'accordera jamais l'affiliation. La Société canadienne de psychanalyse est officiellement reconnue en 1957 au 20^e congrès de l'API à Paris. Elle compte alors vingt-neuf membres, dont treize formés à Paris, trois aux États-Unis, un à Londres et douze à Montréal. En 1960, elle fonde l'Institut canadien de psychanalyse et, tout en organisant les règles d'admission, lui délègue ses fonctions didactiques et la responsabilité officielle de la formation.

À Montréal, l'atmosphère changea. L'enthousiasme des débuts s'émoussa peu à peu au profit de questions techniques sur le monopole de la formation et sur la garantie, et de discussions administratives, diplomatiques et institutionnelles entre la jeune société, l'hôpital et l'université McGill. Il fut terni par des divisions, des restructurations et d'inévitables guerres de pouvoir, autant de prises en compte de rapports de force qui ne concernent pas la chose même de la psychanalyse ; la rigueur et la passion au travail s'en ressentirent. Après la fondation de la SCP et de son institut, l'Institut de psychologie resta sous la direction de Mailloux et

aura longtemps un rayonnement international que n'aura pas la Société. Prados et Chentrier continueront d'y enseigner...

R. Pelletier : Les démêlés qui parsemèrent les routes croisées de la SCP et de l'APA n'ont finalement de valeur qu'à mettre en lumière les faits suivants : a) les premiers efforts de Jones pour institutionnaliser la psychanalyse en terre d'Amérique laissèrent une ouverture immense à l'américanisation (version États-Unis) de la psychanalyse, en particulier en ce qui a trait à l'exigence préalable de formation médicale pour tout candidat à la formation, et à la méfiance à l'égard de toute théorisation non strictement « freudienne » (à l'époque la théorie kleinienne) ; b) plusieurs des pionniers (Noël Mailloux, Miguel Prados, Théo Chentrier) qui avaient introduit dans le feu de la passion la pensée freudienne au Québec et indirectement au Canada durant les années 1940 durent s'effacer pour laisser place à des personnes en mesure de plaire à l'*establishment* institutionnel psychanalytique américain et international. Autrement dit, l'institutionnalisation et le désir de reconnaissance par l'API via l'APA vinrent briser un élan initial chez plusieurs de ceux qui avaient mis en marche et animé le mouvement psychanalytique à ses tout débuts.

C'est donc à partir de ce lieu du MPC, à Montréal donc, et dans la suite de l'enseignement de Mailloux et de Chentrier à l'institut de psychologie de l'université de Montréal où Freud même était à l'index, dans les années 1940, que se mit véritablement en marche le mouvement psychanalytique au Québec, et partant au Canada. Le passage de Jones n'avait rien laissé, sauf un droit de regard des Nord-Américains sur l'institutionnalisation et la formation.

PSYCHANALYSE : Le bilinguisme aura-t-il permis des filières différentes ?

R. Pelletier : C'est donc en 1961 que fut fondé à Montréal le premier institut de formation des candidats, qui n'avaient plus ainsi à s'expatrier pour conduire leur cursus analytique. Le programme de formation était en anglais et s'inspirait du modèle britannique classique. La bibliothèque mise à la disposition des analystes et des candidats ne contenait aucun volume en français et la SCP refusa jusqu'en 1997 d'y investir des sommes raisonnables pour en garnir les rayons ! Avec la montée du nationalisme québécois dans les années 1960, avec la distance géographique séparant Montréal de Toronto pour les candidats venant de cette ville, mais surtout par les désaccords de plus en plus grands que manifestaient des didacticiens formés à Paris (Jean Bossé, Claude Brodeur, Roger Dufresne, Jean-Louis Saucier entre autres) après la première scission de 1953 et plus tard l'expulsion de Lacan de l'API, la question linguistique allait prendre toute son importance. Ces analystes francophones avaient pu bénéficier du brassage d'idées et de l'effervescence intellectuelle qui caractérisaient le milieu analytique français de ces années-là. Lorsqu'ils revinrent à Montréal à la fin des années 1960, deux avenues fondamentales de réflexion qu'ils ramenaient de leur séjour parisien allaient creuser le fossé entre les filières anglophone et francophone de la SCP : la formation programmatique classique des candidats ne garantit rien de la transmission de la psychanalyse ; la cure analytique n'est pas à visée thérapeutique en son essence, pas en tout cas dans le sens médical du terme.

En 1968-1969, trois sections fédérées de la SCP voient le jour : une section montréalaise francophone (Société psychanalytique de Montréal [SPM]), une section montréalaise

anglophone (SCP/Quebec English Branch) et une section anglophone torontoise (SCP/Ontario Branch). Mais les dissensions s'élevèrent toujours dans la section francophone de Montréal pour repenser le modèle de formation et faire échapper la psychanalyse à l'emprise psychiatrique et au modèle thérapeutique médical. Certains membres désirèrent se séparer complètement de la SCP. La SPM finit par obtenir son autonomie sur le plan de la formation de sorte qu'à partir de 1972 elle offre à ses candidats un modèle ouvert de formation s'inspirant du modèle « français » : séminaires continus fondés sur la cooptation, études des textes pouvant être dirigées par tout membre, didacticien ou pas, supervisions dont la fonction est non pas le contrôle mais l'assistance, élimination de l'analyse didactique *pro forma* et de l'intrusion conséquente de l'institut dans celle-ci, et possibilité pour tout membre non didacticien ayant au moins cinq ans d'expérience de mener la cure des candidats. C'est un bouleversement des règles de l'API qui balaisaient obligatoirement alors la formation des futurs analystes.

Au début des années 1970, un vif débat a lieu quant à savoir si l'État doit ou non couvrir les frais de l'analyse menée par un psychiatre. C'est l'avènement de l'Assurance maladie. Les sections québécoises de la SCP, i.e. la SPM et la Quebec English Branch, s'opposent à cette mesure, prenant de ce fait acte du statut épistémologique de la cure : elle n'est ni à visée thérapeutique, ni un acte médical. À l'heure actuelle, la SPM continue à faire bande à part à l'intérieur de cette fédération qu'est la SCP, constituée maintenant de trois instituts de formation et de sept sections, que l'on retrouve essentiellement dans les provinces de Québec et de l'Ontario.

PSYCHANALYSE : Quel est l'état des lieux de la psychanalyse au Canada en 2007 ? Quels sont les problèmes principaux ? Indiquons-en deux perceptibles depuis l'Europe : la confrontation à l'idéologie néolibérale en provenance des États-Unis et l'affrontement avec les psychologies cognitivo-comportementales et les neurosciences qui semblent dominer le lien social.

A. Passelande : Comment en est-on arrivés à considérer la psychanalyse comme une cure élitiste, réservée à la pratique privée ? Comment se fait-il qu'il y ait si peu d'institutions où se pratique une clinique orientée par la psychanalyse ? Comment n'a-t-elle pas réussi à frayer davantage dans les institutions de soin pour interroger les pratiques ? Comment a-t-elle perdu ici son tranchant, sa capacité de subvertir les discours institués, d'interroger le matérialisme positiviste qui envahit tous les domaines, qui fait prévaloir l'utilitarisme et ignore les sujets dont il organise cependant le destin social ? Et, oserai-je dire, comment se fait-il que la haine de Lacan, voire de Freud, puisse servir dans certains milieux, même scientifiques, comme le meilleur passeport ou ticket d'entrée ?

Pour répondre en partie à ces questions, il est peut-être bon de revenir de nouveau sur l'histoire. Une institution en particulier mérite d'attirer l'attention. Profondément marqué par la pensée freudienne dans les années 1950 et 1960, l'institut Albert-Prévost donne une bonne idée de la façon dont le mouvement psychanalytique tenta de s'implanter ou de travailler conjointement avec l'institution psychiatrique et comment il échoua.

On ne peut parler de l'institut Albert-Prévost sans évoquer la figure de Camille Laurin. Psychiatre diplômé en 1949 de l'université de Montréal, il revint au pays en 1957 après s'être formé à Boston, puis en France. Il avait fait une analyse à Paris, y avait assisté à la création de

la SFP, avait donc côtoyé Lacan, Dolto... Sous des dehors amicaux et conciliants nécessaires pour faire son chemin dans son milieu professionnel, il avait construit un rapport rigoureux et ferme à la psychanalyse. Peu disposé à faire de compromis avec la clinique, il influença de façon majeure l'orientation de l'institut.

Karl Stern, le directeur scientifique, tenait à la vocation universitaire de l'institut, il travaillait avec Prados, Boulanger, Victorin Voyer. À Albert-Prévost, on ne pratiquait pas de psychanalyse pure, mais la clinique y était orientée « vers » (le mot est de Stern) la psychanalyse. Stern embaucha Laurin dès son retour au Québec. En moins de trois ans, ce dernier réforma en profondeur l'enseignement de la psychologie médicale et de la psychiatrie au niveau pré-doctoral et créa le premier programme de résidence universitaire au Québec. René Major⁵ et Julien Bigras firent partie du premier groupe de résidents admis, ils furent ensuite embauchés à l'institut. Selon Bigras, Laurin fut celui qui a le plus contribué à faire revenir les analystes au Québec et à les intégrer dans les hôpitaux.

Après de multiples rebondissements, Camille Laurin gagna haut la main la lutte contre les administrations religieuses en 1966. Les psychiatres qui avaient mené l'affrontement étaient identifiés à l'approche psychanalytique. Elle prit valeur de symbole. L'institut Albert-Prévost acquit au cours des années 1960 un rayonnement considérable. Il accueillait de nombreux internes en psychiatrie qui venaient volontiers s'y former, il devint un lieu d'échanges et de débats, on y organisait des séminaires de lecture où aussi bien Freud, Biswanger, Nietzsche, Heidegger que les travaux psychanalytiques parus aux États-Unis et en France étaient débattus, on y mettait en place des conférences hebdomadaires qui réunissaient une bonne partie du personnel et des visiteurs venant d'autres institutions ou de la pratique privée (beaucoup d'analystes de la SPM). L'institut instaura la Quinzaine scientifique (quinze jours chaque printemps) et en 1969 organisa un colloque international sur la psychose. Il collabora avec des institutions européennes et américaines et fut même reconnu par l'APA ! Laurin quitta l'institut Albert-Prévost en 1966 pour se lancer en politique québécoise. Il devint le père de la loi 101, véritable rempart de la langue française au Québec.

Cependant, l'institut Albert-Prévost perdit peu à peu son rayonnement et son caractère d'exception. Ce qui va s'y passer dans le courant des années 1970-1980 ressemble à ce qui va se passer dans l'ensemble du réseau de la santé. La mise au travail et les débats inspirés par la psychanalyse ne parviendront pas à infléchir les exigences de rentabilité, le courant communautaire et celui, de plus en plus puissant, de la psychiatrie instrumentale.

La Révolution tranquille, au tournant des années 1970, correspond à de grands bouleversements politiques et idéologiques. La montée du syndicalisme, la création de l'Assurance maladie transforment la société. De nouveaux mouvements sociaux émergent (féministe, communautaire, d'éducation populaire, de défense des droits et des personnes, d'assistés sociaux, de jeunes, etc.).

En 1973, suite à de nombreuses crises syndicales, crises de pouvoirs et conflits entre le personnel et la direction, Albert-Prévost est annexé à l'hôpital du Sacré-Cœur ; l'institut meurt et le pavillon naît. La désinstitutionnalisation prend effet, les équipes de secteur sont mises en

5. Cf. René Major, « L'association », *Psychanalyse*, n° 4, Toulouse, érès, 2005.

place, on expérimente des lieux alternatifs pour abriter la folie (ressources communautaires) où on remet en question les pratiques psychiatriques. Les lieux d'intervention et les ressources professionnelles sont déplacés dans la communauté et l'interne, qui a le monopole de la médecine, se replie sur la réponse pharmacologique et psychiatrique. L'approche multidisciplinaire qui voit le jour donne une place de plus en plus grande à toutes sortes de professionnels dans les interventions thérapeutiques. On voit éclore de nombreuses nouvelles formes de thérapie, généralement plus brèves et moins exigeantes en termes de formation et on assiste à une mutation des pratiques cliniques à l'institut.

Le mouvement antipsychiatrique européen et celui, américain, de défense des droits des personnes psychiatisées inspirent de plus en plus les pratiques en santé mentale. Deux courants principaux se dessinent : un courant antipsychiatrique appuyé par les professionnels non médecins et un courant communautaire, appuyé par les médecins. Trop souvent, les batailles de budgets viendront ternir leurs rapports. Finalement, ces deux courants vont se rejoindre et, sous des apparences de foisonnement, vont contribuer à la sortie de la pensée psychanalytique (jugée peu rentable, peu rationnelle, trop complexe, et quelquefois carrément délirante) de l'institution, à la standardisation des techniques, et finalement à l'uniformisation des pratiques. La psychanalyse, née du rejet de la suggestion, ne peut et n'a jamais pu s'accommoder d'une gestion administrative ou d'une programmation *a priori*, elle fait l'épreuve, à chaque fois, de la singularité de son expérience. Dans ce contexte, elle s'étiole puis disparaît. La conception du symptôme est radicalement changée : là où Freud cherchait à en extraire la vérité, les nouvelles approches thérapeutiques visent plutôt son éradication au profit d'une « normalité » souhaitée.

Dans les interventions thérapeutiques, l'humanisme devient une valeur forte, on veut « prendre soin », « répondre aux besoins », « outiller ». On privilégie le maintien dans la communauté et le patient est appréhendé comme un de ses membres à part entière, il a des droits, on met en place des comités de défense, des groupes de soutien. L'objectif prioritaire des services devient la « réappropriation du pouvoir par l'utilisateur », *empowerment*, qui vise l'exercice de ses droits par l'utilisateur et s'appuie sur la promotion des droits individuels (voire de l'individualisme). L'appel à se responsabiliser, à s'autonomiser, dont nul ne peut contester l'intérêt, rejoint l'idéologie libérale montante et, conjugué à une vision instrumentale de la santé et du traitement, il court en avant du risque de mouler le patient à l'organisation des services mis au point pour sa réhabilitation, son autonomie, sa défense, en un mot, son bien.

La question se pose encore aujourd'hui sur la possibilité d'entendre les sujets à travers les grilles « préformatées » des questionnaires comportementalistes, où la réponse au « trouble » est sous-entendue par la question. Comment la réponse sociale peut-elle être autre chose qu'un bâillon, ou un encadrement, un « filet », qui risque d'enlever au sujet la possibilité de proférer une parole vraie sur ce qui lui arrive ?

La lutte contre le suicide (problème épineux dans la province) est ici un bel exemple. Dans certains centres de crise, l'objectif du suivi d'un suicidaire consiste en la signature d'un « pacte » de non-suicide. Il existe des grilles pour évaluer la dangerosité de la décision de quel qu'un qui, désespéré, téléphone dans un centre d'appel de première ligne. Celui qui veut mobiliser l'appareil n'a qu'à répondre adéquatement aux questions qu'il apprend vite à connaître.

Celui qui veut parler de ce qui lui arrive court facilement le risque de voir débarquer chez lui voitures de police et ambulances pour l'emmener au plus vite dans une salle d'attente d'un service d'urgence psychiatrique ! Encore une fois, cela n'est pas généralisable parce qu'il existe sur le terrain des praticiens animés par un véritable sens clinique et capables de ce fait d'adapter ou de contourner intelligemment les procédures en place, mais à vouloir trouver tout de suite une solution dite « efficace », on perd souvent la possibilité que se construise une demande, incluant la parole et l'adresse à l'Autre.

Qu'est devenue la psychanalyse à Albert-Prévoſt ? Au fur et à mesure des changements dans l'organisation des soins, les psychanalystes ont été conduits à faire plus d'enseignement que de clinique, l'écart s'est creusé entre les séminaires et leurs applications, l'enthousiasme et la fréquentation se sont essoufflés. L'exigence de la formation rebutait et on considéra de plus en plus la psychanalyse comme réservée à la pratique privée. De leur côté, les internes en psychiatrie réclamèrent un enseignement plus spécialisé. La médicalisation des traitements allait en s'accroissant en même temps que s'accroissait l'utilisation du DSM. Ainsi, psychiatrie et psychanalyse qui avaient fait si bon ménage lors de la bataille contre l'institution religieuse se révélaient maintenant défenseurs de leur chapelle respective.

Il semble que la psychanalyse à Montréal se soit alors retranchée derrière une sorte de tour d'ivoire, « pureté » qui a paru aux milieux soignants très éloignée de la clinique quotidienne. Karl Stern parlait de clinique orientée « vers » la psychanalyse, l'histoire d'Albert-Prévoſt semble démontrer qu'elle n'a pas pu devenir une clinique orientée « par » la psychanalyse.

Camille Laurin revient en 1984 au pavillon Albert-Prévoſt. Il tente bien de mettre sur pied des comités de réflexion clinique qui sont le terrain d'affrontements entre la psychiatrie et la psychanalyse, et très vite, dans les années 1990, la clinique psychanalytique s'efface au profit de la psychothérapie psychanalytique puis de programmes par pathologies (clinique des maladies affectives, des troubles relationnels, des troubles anxieux, des troubles de la personnalité...) directement inspirés du DSM. La psychanalyse n'inspire plus. De la folie on est passé à la maladie mentale, puis au « trouble ». Le patient est devenu « client », « usager » ou « utilisateur de services ». Les experts psychiatres et les pouvoirs publics favorisent les thérapies brèves et l'arrêt ou le contrôle du symptôme.

Aujourd'hui, le « PAP » (pavillon Albert-Prévoſt) abrite le département de psychiatrie et accueille des résidents en psychiatrie qui s'intéressent aux cours donnés dans le « champ de la psychothérapie ». On vise à « outiller » le thérapeute et on veille à ce que les divers courants théoriques soient tous représentés sans discriminations (analytique individuelle, cognitivo-comportementale, interpersonnelle, systémique, dynamique brève, de groupe, familiale, intégrative). La formation des psychiatres est assurée en priorité par des chercheurs neuro-psychiatres, liés à la fois à l'industrie (pharmaceutique) et à l'Université. Le champ de la santé mentale est devenu un domaine lucratif. La psychanalyse, ses qualités d'inconfort et de subversion des autres discours sont définitivement exclus des lieux d'enseignement de la psychiatrie. Quand les concepts psychanalytiques sont utilisés, ils sont vidés, dépouillés de leur sens. Les concepts fondamentaux de Freud sont réduits à des notions de psychologie, de médecine, voire à un « gros bon sens » clinique. On est loin de la formation linguistique,

anthropologique, socio-économique, voire mythologique et littéraire, que Freud exigeait pour tout psychanalyste, loin aussi des débats animés du Cercle de Prados et Mailloux, de l'érudition et du désir de savoir de ces derniers.

Freud disait vouloir être « bien sûr qu'on empêcherait la thérapeutique de tuer la science ». Faut-il rappeler que sa découverte, l'inconscient, a constitué une véritable révolution dans la science ? Sans enlever à Freud son réel souci thérapeutique, son application à soulager ses patients n'allait pas chez lui sans un véritable travail de déchiffrement. À l'instar de la physique, la science de Freud était fondée sur l'observation des faits et non sur la vérification d'hypothèses *a priori*. Le besoin de comprendre les énigmes du monde, écrivait-il, l'avait toujours emporté chez lui sur le souci d'aider les hommes qui souffrent... Quand l'institution cesse d'être un lieu d'études et de recherche pour se dévouer à répondre aux commandes sociales, on observe rapidement ce que Freud dénonçait déjà en 1938, cette « fâcheuse tendance qu'ont les Américains de transformer la psychanalyse en bonne à tout faire de la psychiatrie ».

La psychanalyse freudienne a subi en Amérique du Nord toutes sortes d'évolutions, de bifurcations, voire de contradictions flagrantes avec l'œuvre de Freud. On comprend ce que le retour à Freud initié par Lacan avait de nécessaire. Souvent la psychanalyse lacanienne est perçue comme trop complexe, contraignante. Souvent elle n'est tout simplement pas assez lue, et les publications qui prédisent sa mort ou en dénoncent le scandale reçoivent donc une audience qui ne les critique pas. Par les psychiatres, quand elle est considérée, elle est perçue comme une idéologie qui érige avec virulence une conception ascientifique du sujet, qui rejette le biologique et l'organique au rang du scientisme. Encore une fois, une lecture, même peu attentive, de l'œuvre de Freud suffirait à démonter ces contresens. Mais les voix sont rares et leur puissance faible face à d'autres ténors. Sans doute une part de la difficulté vient-elle des psychanalystes eux-mêmes, qui n'ont pas su se faire entendre...

PSYCHANALYSE : Quelle est la situation de la présence de la psychanalyse dans les universités ?

R. Pelletier : En dehors de Montréal, la psychanalyse demeure discrète au Québec. Le Québec est peu peuplé (sept millions d'habitants) pour un territoire cinq fois plus grand que celui de la France. La population est surtout concentrée à Montréal, ce qui fait donc de cette ville un bassin plus naturel pour la psychanalyse au Québec. Il y a en revanche dans la ville de Québec un noyau lacanien, le GIFRIC, et une section de la SCP. Mais ces groupes se font plutôt discrets dans le champ social. J'ai moi-même animé à Québec pendant plus de dix ans et ce jusqu'à l'an dernier des groupes de travail, organisé des conférences, établi des contacts avec l'université Laval. Mais le manque de sang neuf dans les rangs, lié entre autres au fait que Québec est une petite ville, nous a menés progressivement à l'asphyxie.

Un des facteurs majeurs de cet appauvrissement, à mon avis, est la mise au rancart de la psychanalyse dans les milieux universitaires, où elle est en voie de faire partie des cours d'histoire de la psychologie... et de la pensée préscientifique, comme me le disait gentiment un professeur de psychologie cognitivo-comportementaliste. La psychologie et la psychiatrie sont envahies par les neurosciences, la psycho-pharmacologie et les TCC. Tout cela au nom de la science ! *Fide et scientia !*

Les rares professeurs d'orientation analytique, dont on peut prévoir la disparition de l'es-pèce par attrition, doivent se plier afin de maintenir leur statut universitaire aux exigences des instances subventionnaires largement dominées par les cognitivo-comportementalistes et leurs schèmes expérimentaux de recherche quantifiée. Dans une université de Montréal, un analyste de renom qui enseigne depuis fort longtemps au département de psychologie avait élaboré un programme doctoral de troisième cycle en psychanalyse, programme qu'il ne déposa jamais, car il l'avait « testé » auprès de collègues, qui lui dirent qu'il ne serait jamais accepté par l'assemblée départementale. L'anecdote m'a été rapportée par l'analyste en question alors que je me proposais de m'inscrire au doctorat, estimant que j'avais des choses à dire et à écrire après plus de vingt ans de pratique analytique à l'époque. « Ça ne sert à rien pour vous de venir, m'a-t-il dit, on vous obligera à faire des cours de méthodologie, de statistiques, et vous devrez réaliser un thèse fondée sur la recherche quantifiée. » Les professeurs d'université analystes ont eux-mêmes triché sur leur désir afin de conserver leurs fonctions universitaires.

De telles attitudes de la part du milieu universitaire même, plus intéressé à se reproduire qu'à produire, ont eu pour effet de « renforcer » une édulcoration de la psychanalyse, voire son détournement à des fins psychologisantes (par exemple, comptabiliser à partir de protocoles d'entrevues dites non dirigées les mécanismes de défense !). Certains professeurs de psychologie issus de la mouvance néobéhavioriste vont même jusqu'à dénier à la psychanalyse toute prétention au savoir et ne se gênent pas pour instiller cette idée aux étudiants. Version québécoise parlée du *Livre noir de la psychanalyse...* Version contemporaine du « beau conte de fées » dont on avait qualifié les propositions de Freud en son temps ! « La psychanalyse aurait intérêt à se frotter à la recherche », m'a-t-on déjà dit sur un ton péremptoire. On imagine les effets produits chez les étudiants qui n'entendent aucun autre discours, et auxquels aucune réflexion épistémologique et éthique n'est proposée en contrepois.

A. Passelande : Ce qui m'étonne dans cette méthodologie scientifique imposée aux doctorants, c'est qu'elle semble vaine, et que tout cet appareillage – groupes témoins, échantillonnages, modes de vérification d'hypothèses... – ne sert à vérifier, le plus souvent, que ce que l'on croyait devoir y trouver.

Ce qui me frappe aussi, c'est « l'entre-soi » que semble cultiver l'Université. Souvent les jeunes professeurs sont d'anciens étudiants, certes rompus à la recherche et aux rouages complexes de l'institution, mais ayant quelquefois une expérience clinique restreinte, ce qui les prépare mal à éveiller leur auditoire aux complexités de la clinique. Quand on constate que la plupart des cliniciens installés, cognitivistes et comportementalistes compris, utilisent couramment le concept de transfert, on se demande si la référence masquée ne resterait pas toujours la psychanalyse. Mais comment pourrait-il en être autrement puisque toutes les sciences du psychisme humain ont été profondément bouleversées par la découverte freudienne quand elles n'en sont pas directement issues ? Le fait enfin, malgré quelques exceptions, que la faculté de psychologie se ferme de plus en plus à la psychanalyse peut inquiéter concernant sa capacité à susciter les débats, la curiosité et l'ouverture.

PSYCHANALYSE : Quand et comment l'enseignement de Lacan est-il parvenu au Canada, au Québec ?

R. Pelletier : Les divers écrits relatant l'histoire de la psychanalyse au Canada se sont toujours construits en référence à ce point pivot qu'est la fondation de la SCP en 1957, comme si l'histoire de la psychanalyse au Canada n'était pensable qu'en termes d'institutionnalisation et surtout d'affiliation à l'API, supposée gardienne de l'orthodoxie psychanalytique freudienne. C'est prendre pour acquis que la psychanalyse peut se transmettre telle que Freud lui-même l'a pensée et élaborée, comme si on pouvait l'enseigner sans la rogner, mais surtout sans la réinventer à chaque fois. Cette manière de voir produit ici au Québec, et jusqu'à tout récemment, un effet pernicieux, celui d'une vision binaire du psychanalyste : vous êtes membre d'une composante ou d'une autre de la SCP, donc vous êtes psychanalyste, ou vous ne l'êtes pas et on vous dit, pour être poli, « psychanalyste hors institution », ou « psychanalyste non affilié », ou encore « psychanalyste de la marge psychanalytique ». Dans le pire des cas, on ne vous reconnaît aucune prétention à vous définir comme analyste.

De surcroît, jusqu'à l'aube de l'an 2000, vous étiez « catalogué » « analyste hors institution » par les membres de la SCP quand vous étiez un « lacanien » (rien de moins, et seulement cela), ce qui dans la bouche de certains était l'équivalent d'hérétique, de diable en personne, de pervers, de personne atteinte de trouble de la personnalité, qui s'« autoproclame de sa toute-puissance » (*sic*) ! On a même écrit de l'analyste hors institution qu'« il s'autorise lui-même » (*re-sic*). On oubliait que Lacan avait écrit « ... qui s'autorise *de* lui-même... et *de* quelques autres aussi », soulignant par là la position éthique qu'il y a à soutenir son désir d'analyste. Bref, ce binarisme primaire se ramenait à un *vel* : vous êtes ou bien psychanalyste, donc de la SCP, donc de l'API, donc digne descendant de Freud et consorts, ou bien vous êtes lacanien ! Et avec tout le mépris que cela comportait.

Une petite anecdote à ce sujet vaut la peine d'être racontée : lorsque j'ouvris à Québec (la ville) au début des années 2000 un second cabinet d'analyste, un des membres importants de la section Québec de la SCP me dit texto : « Ne dis pas que tu es lacanien, sinon on va te mettre des bâtons dans les roues ! » Était-ce pour me prévenir qu'on n'aimait pas les lacaniens dans la ville de Québec ? Était-ce sa propre opinion par personne interposée ? Sans doute les deux, mais cela montre bien en quelle estime on tenait les « lacaniens ».

Autre anecdote : à un de mes analysants qui cherchait un lieu pour se former comme analyste, l'institut de psychanalyse de Montréal (de la SPM) répondit que ce n'était pas possible de faire sa demande en ce lieu, car son analyste était lacanien ! L'on voit les effets imaginaires liés au qualificatif « lacanien », car bien souvent ces analystes des instituts affiliés à la SCP n'ont jamais lu Lacan, ni tenté de se familiariser à sa pensée par la participation à des séminaires ou des groupes de travail. La doxa, l'ortho/doxa, faisait de Lacan l'empêcheur de tourner en rond.

Lors de ma formation à Montréal, dans les années 1980, selon le modèle dit classique, on nous mettait en garde contre Lacan. On prononçait son nom sur le bout des lèvres. Un analyste éminent de Montréal l'avait même qualifié lors d'une rencontre de travail de psychotique. Jamais au cours de cette formation on ne nous offrit des séminaires sur ce que Lacan ouvrait de perspectives nouvelles dans le champ psychanalytique par sa lecture de Freud. Ce n'est que vers le milieu des années 1980 que notre groupe de formation, ayant entendu parler qu'un certain analyste français installé à Montréal depuis 1974, François Peraldi, tenait un séminaire

au département de linguistique de l'université de Montréal, demanda à être introduit à la pensée de Lacan. Nous engageâmes et décidâmes de payer de notre propre poche une analyste de la SPM, Lise Monette, qui s'était familiarisée avec l'œuvre de Lacan. Ce qui ne devait être qu'un séminaire d'un trimestre s'étendit sur plusieurs années.

Nous apprîmes alors que Peraldi, refusé à la SPP parce que homosexuel, formé dans la suite de ce refus à l'École freudienne de Paris (qui « les acceptait »...) et ayant assisté aux séminaires de Lacan, avait depuis belle lurette amorcé un enseignement de la psychanalyse « pas sans Lacan », comme il se plaisait à l'écrire avec toute l'équivoque sonore que l'expression véhiculait. Intellectuel d'envergure, cultivé, grand clinicien, Peraldi invitait à son séminaire des gens des deux continents, et pas seulement des analystes, mais aussi des représentants des disciplines connexes. C'est ainsi qu'il tint un séminaire tous les deux mardis, véritable *work in progress*, de 1976 à 1991, auquel participait une assemblée bigarrée, composée de gens venant de tous horizons dont des analystes de la SPM et des analystes hors institution, ceux de la « marge », qui trouvaient en ce lieu l'occasion de faire lien avec la communauté analytique.

J'eus moi-même le grand plaisir d'assister à ces séances du séminaire, pendant les cinq dernières années, que Peraldi anima de sa verve et de son style si particuliers et qui ne laissaient pas indifférents ses auditeurs, ses supervisés et ses collègues. J'eus également l'honneur d'être invité à un séminaire privé qu'il mit sur pied pour un petit groupe de sept personnes, afin que puisse circuler une parole plus libre que celle qui pouvait se déployer dans le séminaire universitaire en grande assemblée. Ce groupe de travail s'était donné comme règle de penser librement, d'enchaîner les séances de rencontre sur ce qui surgissait dans l'entre-deux-temps. Nous nous réunissions toutes les deux semaines, chez Peraldi. Ce travail dura jusqu'en 1992, Peraldi ayant mis progressivement fin à ces activités se sachant atteint du sida. Il mourut à l'âge de 55 ans, le 21 mars 1993.

Il laisse derrière lui un immense corpus écrit (séminaires, textes, articles, conférences, correspondance), dont les éditions Liber de Montréal (collection « Voix psychanalytiques »), sous la direction de Michel Peterson, ont commencé la publication l'an dernier. Il est prévu que dix-huit volumes paraissent au cours des prochaines années pour faire connaître et transmettre la pensée de Peraldi à plusieurs égards fort originale. Il fut lui-même un lecteur éclairé de Lacan, mais ne se disait pas lacanien. Pas sans Lacan certes, mais pas lacanien, car il refusait tout maître et toute institutionnalisation de la psychanalyse, qu'il voyait comme une façon d'en faire un autre discours de l'ortho/doxa, disait-il en scandant le substantif. La psychanalyse devait demeurer subversive. Cela ne l'empêcha pas toutefois de faire lien avec de brillants analystes tels Françoise Dolto, Luce Irigaray, Michèle Montrelay, Jacques Hassoun, Moustapha Safouan, Gérard Pommier, Gérard Miller et bien d'autres encore, qu'il invita à son séminaire.

S'il est vrai que Peraldi fut celui qui représenta le mieux dans ces années 1980-1990 la « marge psychanalytique » qui comptait plusieurs analystes isolés, quelques-uns l'avaient néanmoins précédé depuis les années 1950-1960, dont Michel Dansereau, analysé par Laforgue au Maroc lors de l'exil de ce dernier, et Mireille Lafortune, qui contribua à transmettre la psychanalyse dans le département de psychologie de l'université du Québec à Montréal. Plusieurs étudiants de l'époque lui sont redevables d'avoir suscité chez eux l'amorce d'un désir pour la psychanalyse et plus particulièrement pour le champ ouvert par Lacan.

Comme la SPM fonctionnait en chapelle fermée, ne recevait aucun non-membre à ses séminaires, n'offrait aucune activité publique visant à s'inscrire ouvertement dans le social et les débats qui l'agitaient (sous prétexte que la nature de la psychanalyse est de s'offrir aux projections et de demeurer neutre, nous disait-on sans rire !), je décidai en 1985 avec deux autres personnes de fonder une association regroupant des psychothérapeutes s'inspirant, dans leur pratique, de la psychanalyse. L'héritage freudien n'était tout de même pas que l'apanage des apéistes ! C'est ainsi que prit forme l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec (APPQ) qui, encore aujourd'hui, organise séminaires de travail continu, colloques et conférences, ouverts à tous. Aucune école de pensée n'y est privilégiée.

Si, selon ses statuts, l'APPQ n'est pas une institution de formation psychanalytique, mais un lieu de travail psychanalytique ouvert à toutes les écoles, il appert dans les faits qu'elle est devenue à toute fin pratique une « succursale » de la SPM. Les conférenciers lors des grands colloques et les responsables de séminaires proviennent surtout de cette institution ou d'institutions affiliées à l'API. L'enseignement de Lacan y est pour ainsi dire inexistant ! Pas de demande, ou pas d'offre ? Les analystes de la SPM et de la Quebec English Branch viennent également y puiser analysants et supervisés... Lorsque je soulevai en 1991 cette réalité de fait et proposai de modifier le nom de l'APPQ en celui d'Association pour la psychanalyse au Québec, manière de prendre acte du désir d'analyste, la motion fut battue. Je me retirai alors de la présidence de cette association.

A. Passelande : Depuis les années 1950, il y avait quand même quelques personnes qui avaient entendu parler de Lacan, puis, dans les années 1960, des psychanalystes formés en France revenaient au Québec et exerçaient une influence sur la SCP. Parmi eux, j'aimerais aussi évoquer Julien Bigras. Il s'est formé trois ans à la SPP, a travaillé avec Conrad Stein, René Major, Serge Leclair... On ne peut pas dire qu'il était lacanien. Il était plutôt non conformiste, et n'était définitivement pas un tenant des théories anna-freudiennes du « moi fort » qui connaissent les beaux jours que l'on sait aux États-Unis. Il s'inscrivait plutôt dans la lignée de Jacques Ferron, un omnipraticien qui a travaillé dans plusieurs hôpitaux psychiatriques de Montréal. Un écrivain, qui a mené un combat acharné contre la psychiatrie des années 1960 en faisant valoir dans ses écrits, correspondances et romans, une approche originale, une empathie et une écoute, uniques à l'époque, à l'endroit du fou. De retour de France, Bigras a réintroduit au Québec la pratique de séminaires de « type français ». Une large place semble y avoir été laissée à la clinique et à l'expérience subjective du clinicien. Il a utilisé le roman pour rendre compte de la singularité de sa pratique ⁶.

Il a bousculé la SCP, elle le lui a bien rendu. Cependant, les membres de la section française de la SCP, puis de la SPM, s'intéresseront de près à ces séminaires et contribueront à maintenir un certain débat. Il a fondé un groupe, « Interprétation », et dirigé de 1972 à 1981 une revue du même nom (vingt numéros entre 1967 et 1971, et quatre autres numéros entre 1978 et 1981). Revue interdisciplinaire, elle accueillait des littéraires, des linguistes, des philosophes, des théologiens, des ethnologues et bien sûr des psychanalystes.

6. *Le psychanalyste nu* est de cette veine.

Bigras n'a pas tardé à rencontrer Peraldi, et c'est ce dernier qui reprendra en 1981 la revue *Interprétation* et la renommera *Frayages* (trois numéros entre 1984 et 1987). Peraldi a aussi tissé des liens avec les États-Unis et Toronto et participé à la fondation en 1986 du Lacanian Forum à Boston.

Ce qui frappe chez Peraldi, c'est qu'il a été un fervent dénonciateur de toutes les formes de récupération de la psychanalyse en Amérique du Nord et aussi de toute forme d'affiliation à l'institution, qu'il considérait comme fatale pour la psychanalyse ; il n'a jamais pensé ni voulu faire école. C'est lui qui a nommé la « marge psychanalytique », celle de ceux qui, comme lui, par choix ou par dépit, refusaient de s'affilier. C'est là où il se situait et c'est à elle qu'il s'adressait. De plus, il a su rencontrer ses concitoyens, réunir les intellectuels (pas seulement les « pys ») autour de la pensée lacanienne. Cependant, le réseau des cartels qu'il avait fondé ne survivra pas à son décès et les analystes de la « marge » se retrouveront orphelins d'un maître qui pourtant ne voulait pas l'être. Son influence a cependant laissé des traces bien vives dans la communauté analytique, y compris à la SPM.

PSYCHANALYSE : Certains psychanalystes se réfèrent à Lacan. Quel est le paysage « associatif » (ou plus largement leur dissémination territoriale, leur nombre, leur influence) ?

A. Passelande : Je ne prétends pas être exhaustive, mais voici un tour d'horizon.

La SPM (Société psychanalytique de Montréal) : on en a déjà beaucoup parlé. Il y a aujourd'hui environ cent trente analystes répertoriés dans la région de Montréal, une vingtaine ailleurs au Québec. Dans le reste du Canada, il y a à peu près le même nombre d'analystes répertoriés en Ontario, et une vingtaine dans les autres provinces.

Des analystes montréalais de langue française se sont regroupés de 1992 à 1999 pour fonder une revue, *Trans*, qui ne dépendait pas de l'institution. Dix numéros furent publiés et sont disponibles sur le site. L'influence de Klein, Bion, Winnicott mais aussi de Lacan est perceptible. En fait, c'est à l'APPQ que les analystes de la SPM interviennent surtout, ils publient aussi dans *Filigrane*.

L'APPQ (Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec) compte environ cent cinquante membres et publie une revue, *Filigrane*. Elle organise un colloque (tous les ans depuis 1987, tous les deux ans à partir de 1996), quelques conférences ouvertes à tous. À ses membres, elle offre des journées cliniques et des séminaires. Des soirées cinéma commentées par des psychanalystes y sont aussi mises en place.

Le GEPI (Groupe d'études psychanalytique interdisciplinaire) a été créé en 1988. Il réunit surtout des professeurs de l'université du Québec à Montréal (UQAM), toutes disciplines confondues, qui veulent maintenir vivant l'héritage de la pensée freudienne au sein de l'Université. Le GEPI semble avoir une vocation de carrefour où plusieurs approches sont représentées. Il organise régulièrement des conférences grand public, plusieurs invités du Pont freudien et du COGEP y sont intervenus.

La LAPM (Libre association psychanalytique de Montréal) réunit entre autres des péraldiens et des professeurs du GEPI. Elle a organisé quelques journées de rencontres et cette année quelques conférences sur le rêve.

L'ELM (École lacanienne de Montréal) : à mon arrivée au Québec, j'ai rapidement rencontré Jean-Paul Gilson qui a lui-même émigré en 1993. Comme quelques autres, j'ai suivi avec un intérêt soutenu ses séminaires, en ce qui me concerne jusqu'à la fondation de l'école en 1997. Psychanalyste belge, Gilson a suivi assidûment l'enseignement de Lacan, s'est passionné pour la topologie et a été actif à l'EFP et l'ECF qu'il quitta avant d'émigrer. Peraldi venait de décéder et il aurait sans doute pu occuper une place laissée vacante pour la transmission de la pensée lacanienne. Il en a été autrement, la « marge » ne se ralliera pas autour de lui.

Gilson a mis en place plusieurs séminaires, puis le Cercle lacanien d'études freudiennes, le CLEF, avec Karim Jbeili, un fervent péraldien. Ils publièrent *Les cahiers du CLEF* (huit numéros parus de 1995 à 1998) grâce, entre autres, à l'assiduité de Martin Pigeon. Ils organisèrent un enseignement ouvert à tous, quelques colloques, réunissant de jeunes Québécois et des Européens, belges (Pierre Smet, François Pouppez) et français (Jean-Michel Vappereau, Serge Hajblum, Suzanne Hommel), qui, malgré un public trop peu nombreux, témoignèrent d'une mise au travail effective et d'un grand sérieux.

Avec quelques collègues européens, un groupe d'étudiants et de jeunes praticiens qui assistaient à ses séminaires, dont plusieurs de ses analysants, Jean-Paul Gilson décida de « faire école », fonda l'ELM et tenta d'instaurer la passe à Montréal. Je ne crois pas qu'il y ait eu à ce jour d'analyste nommé de l'ELM. Karim Jbeili se dissociera vite du projet, reprochant surtout à Gilson les liens qu'il jugeait « incestueux » avec ses propres analysants ; des procès peu reluisants fleurirent sur le Web...

Au début des années 2000, l'ELM subit une crise profonde qui verra le départ de quelques-uns de ceux qui avaient contribué à la fonder. Aujourd'hui, l'ELM n'est pas morte, mais ses manifestations sont moins nombreuses et si Gilson donne toujours un séminaire hebdomadaire, l'élan des débuts paraît affaibli. Karim Jbeili a continué à animer des séminaires, avec le projet original de relire en les écoutant les séminaires de Lacan.

RSI est un petit groupe fondé en 1986 par Reine-Marie Bergeron, membre de la New Lacanian School. Il s'inscrit dans la lignée de l'AMP et de l'ECF. Reine-Marie Bergeron organise des séminaires de lecture du Séminaire de Lacan.

Je dois ajouter que toute cette mouvance plus ou moins formelle donne lieu régulièrement à des cartels qui pour la plupart ne s'inscrivent dans aucune école et ne donnent pas lieu non plus à des journées de cartel. Il n'y a donc pas officiellement de lieu de recueil de la production de ces cartels. De nombreux cartels ou séminaires cliniques existent également.

Le GIFRIC (Groupe interdisciplinaire freudien de recherche et d'intervention clinique) a été créé en 1974, sous l'impulsion de Willy Apollon, qui s'était formé à l'EFP dans les années 1960, avec aussi Danielle Bergeron et Lucie Cantin. Prenant pour référence l'enseignement de Jacques Lacan, ils ont travaillé à « la mise en œuvre d'école pour soutenir l'expérience psychanalytique ». Le GIFRIC se présente comme une création originale, propre au Québec, un lieu de garantie pour la formation du psychanalyste. Il a instauré la passe à l'entrée, des cartels pour les membres, une section clinique et a mis en place la procédure de la passe.

En mai 1993, j'assistai à une réunion proposée à Montréal à l'initiative du GIFRIC « à tous ceux qui se réclamaient de l'enseignement de Jacques Lacan », pour prendre le temps – dix ans était le délai évoqué – de réfléchir à un projet d'école. « Si une école se fait, disait alors

Apollon, ce sera à partir du désir de chacun et non des responsables du GIFRIC. » Il définissait un projet d'école dégagée de l'institution. Il ne m'a pas semblé pourtant que le GIFRIC persistait dans cette voie, puisqu'en septembre de la même année un directeur et un directeur adjoint pour le projet d'école étaient nommés et qu'en 1994 les personnes intéressées par le projet devaient chacune inscrire leur accord au projet dans le cadre du GIFRIC, préalablement à la continuation du débat. L'école, y disait-on, ne pouvait être prise « dans un réseau de circulation ou de distribution des appartenances », rejetant « l'aresponsabilité du nomade ». On réclamait de chacun qu'il s'inscrive dans la ligne du GIFRIC. L'espace autonome de discussions, la structure légère où loger son désir pour la psychanalyse, ce qui m'avait fait l'effet d'une offre un an auparavant volaient en éclats. La logique de groupe constitué prévalait, les enjeux de pouvoir étaient trop criants, je me retirai donc. En 1997, l'assemblée générale du GIFRIC votait le passage à l'école, l'École freudienne du Québec était née.

Outre ces aspects politiques, il faut cependant mentionner le travail soutenu du GIFRIC à travers une institution, le 388, qui accueille dans la ville de Québec, depuis sa création en 1982, de jeunes adultes psychotiques. Contre vents et marées, parce que la lutte avec l'hôpital est encore aujourd'hui féroce, il offre un lieu de suivi et de traitement orienté par un réel souci éthique.

Il faudrait encore parler du Pont freudien et du COJEP (Comité d'organisation des journées d'études d'orientation psychanalytique)...

PSYCHANALYSE : Quel bilan tirez-vous de vos expériences et de celles qui existent quant à la possibilité de travailler ensemble pour des psychanalystes d'horizons différents – même si nous savons la difficulté de collaboration entre les associations de psychanalyse ? Nous faisons allusion à l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec et, justement, au COJEP, au Pont freudien, voire à d'autres encore que nous ignorons peut-être...

A. Passelande : En 1997, avec Pierre Lafrenière, Michèle Lafrance et Anne Béraud, nous fondions, dans l'enthousiasme, le Pont freudien (PF). À cette époque, il n'y avait qu'une école, dont je me sentais non seulement proche mais redevable, l'École de la cause freudienne – je crois qu'il en était de même pour mes collègues. Certes j'avais entendu parler de crises qui la secouaient quelquefois mais je n'y avais alors pas prêté l'oreille. C'est donc tout naturellement que nous nous sommes tournés vers elle et avons choisi Marie-Jean Sauret comme premier conférencier invité du PF.

Les rencontres du Pont freudien (deux à trois par an) se sont toujours mises en place autour de l'invitation d'un psychanalyste étranger. Elles ont d'emblée pris la forme de séminaires du Champ freudien : une conférence grand public (qui accueille plus ou moins soixante participants) et trois séminaires (de quinze à vingt-cinq participants) – un séminaire de lecture, en partie animé par l'un de nous, un séminaire clinique où l'on donne la parole à deux cliniciens montréalais et un séminaire théorique. À partir de 2002, nous instituâmes des réunions de préparation aux rencontres articulées autour de la lecture de Freud et de Lacan et qui devinrent en 2005 un séminaire mensuel.

Je dois dire que cette expérience a constitué pour moi un grand enrichissement. Les invités (il y en a eu vingt-trois à ce jour, et autant de rencontres) – Antonio Di Ciaccia,

Marie-Hélène Brousse, Vicente Palomera, Alain Merlet, Éric Laurent et bien d'autres – ont chacun, avec générosité et pertinence, témoigné de leur rapport à la psychanalyse. Leurs indications cliniques étaient précieuses, leur lecture des textes à la fois rigoureuse, vivante et argumentée. Chacun avec son style a dégagé des voies passionnantes, suscité des projets, offert de nombreuses références et incursions dans des sciences connexes et la culture contemporaine.

Une autre crise secoua l'ECF, celle de 1998, qui vit partir un tiers des psychanalystes de l'Association mondiale de psychanalyse et suscita bien des questions dans notre petit groupe. Le temps pour comprendre dura pour moi jusqu'en 2001 (« Le temps pour comprendre », ce fut aussi le titre du premier numéro de la revue du PF, *Ruissellement*, paru la même année ! La politique nous rattrape toujours...). La déferlante de 1998 finit par faire des vagues ici, en 2001, autour de questions de censures. On ne pouvait pas publier qui on voulait, même s'il s'agissait d'un psychanalyste dont la réputation de sérieux n'était plus à faire, qui était venu parler à quelques reprises à Montréal et avait suscité ici plusieurs transferts de travail. Je compris alors que le lien à l'ECF n'était pas seulement direct, il devait être exclusif et pouvait donner lieu au passage sous quelques fourches caudines. Une atmosphère de secret et de conspiration s'ensuivit au sein de notre petit comité.

Michèle Lafrance quitta le PF et alla fonder le COJEP. Après une première reculade, je sortis une première fois en 2003, puis y revins en 2005, parce que ce projet me tenait à cœur, sans aucun doute, mais surtout persuadée que nous étions trop peu nombreux pour former des camps et que, si les groupes avaient leurs couleurs spécifiques, nous pouvions, individuellement, mailler de l'un à l'autre, essaimer... (!).

Cependant, au PF, on n'y importait pas seulement quelque chose du discours du maître dans ce qu'il comporte de doctrine et de rapports de pouvoir, on y importait aussi les mauvais traitements qui rendent le travail de la pensée et la cohabitation difficiles. Fin 2006, je me retirai de l'organisation même des rencontres du PF, restant disponible cependant pour des interventions éventuelles. Anne Béraud (de la New Lacanian School) et Pierre Lafrenière tiennent toujours vaillamment la barre du Pont freudien.

Le COJEP a donc été fondé en 2001 par Michèle Lafrance, Mario Lortie (directeur de la maison L'Éclaircie de Montréal) et quelques-uns de leurs collègues. Depuis le départ en effet, L'Éclaircie, une ressource alternative offrant hébergements et suivis aux personnes psychotiques, était étroitement associée au projet puisque la majorité des acteurs du COJEP y travaillait. Ils alimentèrent donc leurs débats avec des questions directement issues de leur clinique. L'idée d'intégrer à leur projet d'autres ressources en santé mentale était intéressante, elle fut tentée entre autres avec la maison Jacques-Ferron (maison d'hébergement) et l'association IRIS (centre de crise et foyer de groupe), mais échoua.

Depuis 2001, le COJEP a invité à quelques reprises et alternativement Marie-Jean Sauret de l'APJL et Marc Strauss de l'EFCL. En 2006, il invitait Claire Harmand, avec laquelle il continue un travail d'équipe. C'est avec le COJEP que j'ai impulsé en 2005 un séminaire ouvert à tous consacré à Freud. Au printemps 2005, nous traitons de l'*Entwurf* (séminaire animé par Denis Paré) puis de la *Traumdeutung* (séminaire que j'ai animé depuis et jusqu'en avril 2007). Ces dernières années, les conférences du COJEP ont connu une baisse de régularité. Il reste à espérer que la flamme se rallumera parce que le travail qui s'y fait est de qualité.

Tant le Pont freudien que le COJEP ont tenté, autant que faire se peut, d'intervenir dans d'autres associations, telles qu'IRIS, le GEPI, le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale, etc. Ils ont aussi fait paraître les actes de leurs journées.

PSYCHANALYSE : Pensez-vous qu'il y ait dans la culture, la langue et l'écriture du Québec (peut-être du Canada) des éléments spécifiques de résistance à la psychanalyse ? Quid de la « québécoïté » ?

R. Pelletier : Existe-t-il dans la culture québécoise des éléments spécifiques qui la rendraient particulièrement « résistante » à la psychanalyse ? Pas plus pas moins qu'ailleurs, à mon avis. Mais quelques réflexions peuvent sûrement être avancées sur une certaine attitude timorée du Québécois des anciennes générations. Il est reconnu que le Québécois a un rapport difficile avec sa langue, dont on ne manque d'ailleurs pas de se moquer dans les lieux saints de la francophonie (à l'Académie française entre autres, quand ce n'est pas chez Thierry Ardisson...). La Nouvelle-France a été abandonnée par la France en 1759 alors que la flottille anglaise approchait de la ville de Québec. Au moment de l'arrivée de celle-ci, au pied du cap Diamant sur lequel est bâti Québec, les Français déclaraient absents. Le régime anglais fut imposé. Les francophones résistèrent comme ils purent, mais on leur supprima l'instruction. C'est entre autres grâce à l'Église qu'ils purent maintenir une certaine identité et une certaine cohérence identitaires et nationalistes, ce dont surent évidemment profiter les autorités ecclésiastiques, y gagnant ainsi en pouvoir et en influence jusqu'à la fin des années 1950. Une rébellion, celle de 1838, fut écrasée dans le sang par le régime anglais. On pendit haut et court les instigateurs du mouvement. De quoi frapper l'imaginaire d'un peuple aspirant à plus d'autonomie et surtout plus de considération. En 1867, l'acte de la Confédération canadienne fut signé, accordant en principe une égalité de droit aux deux peuples dits fondateurs. Mais dans les faits les pouvoirs politique et économique restèrent entre les mains des anglophones.

« Né pour un petit pain, mourir pour un petit pain ! », « porteur d'eau », telles furent les manières du « Canadien français » de décrire sa condition. Le passage d'une identité canadienne française à une identité québécoise plus affirmée se réalisa essentiellement avec la « Révolution tranquille » menée dans les années 1960. Depuis, le Québécois relève progressivement la tête. S'il rêve d'un pays, il n'arrive toutefois pas encore à se le donner. Et la nouvelle génération est davantage portée par le discours capitaliste mondialisant ou par le discours environnemental que par les idéaux identitaires et symboliques perçus comme nombrilistes et pas assez pragmatiques. « Le Québec on s'en fout, maintenant c'est le monde ! », tel pourrait être leur leitmotiv. Le monde est dorénavant leur nombril.

S'il est vrai que le Québec exporte ses chanteurs, il n'en est pas de même pour la psychanalyse. L'écriture n'a pas été le mode privilégié de la transmission en ce pays. Comme le dit notre chantre national, Gilles Vigneault, nous sommes « gens de parole », d'abord et avant tout. La transmission de la psychanalyse a donc surtout emprunté cette voie orale. L'écriture de la psychanalyse est plus récente. Quelques revues québécoises de psychanalyse ont été créées depuis une trentaine d'années (*Interprétation, Frayages, Trans*), mais à cette date, depuis une bonne quinzaine d'années, seule *Filigrane* perdure. Peu d'auteurs analytiques ont vraiment

percé sur la scène extérieure, sauf peut-être Julien Bigras, Carl Stern, Patrick Mahony, Jean Imbeault, Dominique Scarfone.

Le psychanalyste québécois craint généralement de prendre la parole dans les lieux publics, dans les colloques et les conférences. Il redoute également l'écriture et particulièrement la théorisation. Disons qu'il n'a pas « phallicisé » son rapport à la langue de la même façon que le Français, et que son rapport trouble à la théorisation rend compte de sa méfiance à l'égard du discours de l'Autre ! L'exemple des pères réels bafoués des générations antérieures n'a pas permis qu'une idéalisation du père se réalise dans l'imaginaire en se nouant au père symbolique pour en faire un pôle d'identification « promotionnant ». Ce relatif handicap a tout de même son côté positif en ce qu'il permet, théoriquement du moins, à l'analyste, moins « phalocratisé », de se faire accueillant au registre du féminin, d'y côtoyer ce qu'il s'y joue d'une autre jouissance. Le Québécois est d'ailleurs qualifié d'accueillant, « bon vivant », « pas compliqué », pas guindé, mais... toujours allergique à l'autorité.

Le Québécois a appris à se débrouiller seul dans un climat hostile et dans de vastes espaces, en comptant sur sa débrouillardise (le « coureur des bois »). Il désire « un Québec indépendant dans un Canada fort », dit-on à la blague pour marquer son ambivalence. Cette ambivalence se retrouve également face à l'étranger. Des quelques psychanalystes venus de France, de Belgique ou auparavant d'Angleterre avec l'intention de venir « évangéliser » le Québécois et lui enseigner la voie de la Vérité psychanalytique, la vraie voie, la leur (plus souvent qu'autrement des lacaniens plus purs que Lacan lui-même tenant sur leur cœur les *Écrits*), de ceux-là peu ont fait long feu. Bien sûr au début ils attirèrent des gens, s'en firent des ouailles qui ne demandaient d'ailleurs que du maître (du « mètre-à-pensées ») pour leur dicter ce qu'ils devaient croire et penser. Certains de ces maîtres ouvrirent leur école pour faire institution et lieu de passe, puis le temps passant la ferveur des fidèles se mit à tiédir et les écoles se vidèrent, ne demeurèrent que quelques âmes prêtes à la donner pour un peu d'éternité. Quant aux épigones, on sent trop derrière eux la présence de leur « mètre », pris qu'ils sont dans un psittacisme navrant.

Les colonisateurs et « psychanalysateurs » se sont souvent frappés, à plus ou moins long terme, à un mur. Leur prosélytisme leur fit perdre audience. Serait-ce là résistance à la psychanalyse ou réaction saine de n'être pas parlé par l'Autre phallophore ? J'opte pour la seconde hypothèse. À cet égard, Peraldi fut un des seuls venus des « vieux pays » à refuser de prendre cette position de maîtrise du discours analytique. S'il fut maître, c'est en tant que « m'ètre-à-penser » (discours analytique) et en tant que « mettre-à-penser » (discours universitaire). Son séminaire dura plus de quinze ans, en fait jusqu'à sa mort, et l'assistance ne diminua jamais. Sans doute trouva-t-il au Québec un lieu en Occident ouvert au pas-tout phallique.

Que conclure de ce rapide survol de la psychanalyse au Québec ? S'il est vrai que le champ analytique québécois (et c'est ainsi ailleurs) se rétrécit comme peau de chagrin dans les milieux universitaires et dans le social en général, il ne faut pas y voir, à la manière de victimes passives, que l'effet de la montée d'une haine de Freud, dont les sciences biologiques et psychologiques seraient le fer de lance, car les analystes eux-mêmes ont contribué à cette haine à la fois par leur arrogance, leur langue de bois, leur enfermement en lieux protégés, leur retrait du champ social immédiat et leurs chicanes d'écoles et de regroupements. Bref, les « sachants »

de la psychanalyse sont aussi les auteurs du mal dont ils se plaignent. Mais ça – le mortifère dont ils sont eux-mêmes porteurs en tant qu'analystes et la haine de soi –, ils ont quelque difficulté à le reconnaître⁷.

On craint par ailleurs pour la survie de la psychanalyse, ou tout au moins pour sa vitalité, dans le contexte de la montée actuelle du discours néolibéral, marchand, instrumentaliste et pragmatique, dont les TCC sont un des marqueurs. D'autres en revanche, et je suis de ceux-là, maintiennent le cap et gardent espoir, animés de leur désir d'analyste, car, tant qu'il y aura des gens pour faire entendre la spécificité du discours analytique en tant que façon de faire lien social, il y a lieu de croire que ça ne tombera point dans l'oreille de sourds. Je crois que le défi actuel au Québec et ailleurs est de mettre ce discours de l'analyse sur la place publique pour le rendre porteur dans la communauté et non de le maintenir enfermé dans des chapelles closes entretenant un discours hermétique pour fidèles convaincus.

A. Passelande : La québécoïté... Je ne sais quoi en dire. S'agit-il d'une allusion au « facteur culturel⁸ » dont parle Willy Apollon ? Et qu'a-t-il voulu dire par là ? Qu'il faut inventer une psychanalyse adaptée aux caractéristiques culturelles du Québec ? Ou que, plus simplement, il faut ici, en Amérique du Nord, s'adapter à la demande des pouvoirs publics quand on veut que vive une institution psychanalytique et faire valoir, comme au 388, les résultats chiffrés de l'expérience et les preuves de l'efficacité de la technique ? Les deux interprétations sont de portée différente, je resterai sceptique sur la première et rien de mon expérience clinique ne le confirme.

En revanche, je peux dire quelques mots, toujours partiels, sur ce que je connais du Québec et de sa culture. Le Québec est un peuple d'exilés, qui s'est vécu « abandonné » par la « mère patrie », puis a été colonisé, mis au pas par l'envahisseur anglais. Peuplé d'« habitants » défricheurs et constructeurs du « pays », il s'est rompu à l'endurance et à la survivance solidaire. Après le catholicisme et la « revanche des berceaux », dès les années 1960, la protection de la langue française et la question nationale comme projet de société ont profondément marqué la société québécoise. La conscience québécoise est née de l'éviction du pouvoir religieux dont on s'est cru, trop vite peut-être, libéré. Le Québec de la Révolution tranquille s'est réveillé de la « Grande Noirceur » et a pris en main les leviers économiques (nationalisation de l'électricité) et culturels (protection de la langue), prenant conscience, pour la première fois, du pouvoir qu'il pouvait avoir sur son destin. « Maître chez nous », ce slogan rallia en 1962 une majorité de Québécois autour de Jean Lesage. Finalement, c'est de son identité que le Québec est surtout préoccupé... Il est aussi entré de plain-pied dans l'ère du discours scientifique conjugué au discours capitaliste et s'est révélé, malgré ses réticences, faire partie de l'Amérique du Nord et être largement ouvert à ses influences.

L'anglais a été la langue imposée au travail jusqu'à la Révolution tranquille. Un mot sur la langue québécoise : ni anglaise, malgré les nombreux emprunts non pas seulement dans le vocabulaire mais aussi dans la syntaxe ; ni purement française non plus, la « parlure »

7. R. Pelletier, « D'analyste à analysant : le silence du travail de la mort ! La psychanalyse, pratique mortifère ou pratique du mortifère ? », *Le Coq-Héron*, n° 169, 2002, p. 85-108.

8. Dans « Fonction et champ de la parole... », p. 245 des *Écrits* (Paris, Seuil, 1966), Lacan parle de « facteur *c* » en évoquant l'Amérique ; il n'y reviendra jamais.

québécoise, très vivante, fourmille d'expressions étonnantes, archaïsmes, régionalismes, néologismes, et les Québécois la considèrent à juste titre comme leur langue propre, particulière à cette enclave qu'elle constitue (7 millions d'habitants au Québec) dans le territoire nord-américain de langue anglaise (23 millions dans le « ROC » (*rest of Canada*) – 300 millions aux États-Unis –). Est-ce ce qui justifie l'insécurité des Québécois à l'égard de leur langue ? Cette langue que les Québécois protègent est néanmoins un vibrant témoignage de leur singularité. Cependant, le Québec n'est pas un « territoire à conquérir ».

Quelque chose reste à y inventer – ou réinventer – qui ne s'inscrive pas dans une logique de groupe constitué, qui n'éveille que sa méfiance, mais sache susciter de nouveau le désir de savoir, le transfert de travail et l'intérêt pour la clinique qui ont déjà animé, de façon décidée, ses ressortissants. Pourtant, comme le notent judicieusement Pierre Bruno, Isabelle Morin et Marie-Jean Sauret ⁹, il ne s'agit pas de confondre résistance au discours du maître (il n'y a rien de mal à se laisser enseigner, c'est ce que nous faisons sans cesse dans nos travaux de lecture, lors de nos activités) et résistance au leader ou encore au prosélytisme.

Je ne pense pas non plus qu'il y ait ici une « résistance spécifique » à la psychanalyse. Mais puisque le rouleau compresseur du discours de la science est passé, on a affaire aujourd'hui, comme cliniciens également, aux impasses et aux rebuts de ce discours. La question se pose de savoir si le discours de la psychanalyse ne pourrait pas se réarticuler en récupérant, justement, ce qui est intraitable par les façons de faire des autres discours. Comment pratique-t-on la psychanalyse dans un contexte qui n'est pas favorable ? Je ne partage pas le constat que j'ai déjà entendu d'un analyste de la SPM qui se plaignait de la désertion des bureaux des psychanalystes. Les gens qui atterrissent dans nos bureaux sont rarement rétifs à l'offre qui leur est faite, plutôt soulagés, au contraire, de n'y trouver aucun conseil, ou programme, ou remontage de moral. J'ai souvent constaté combien des équipes de travail pouvaient être ouvertes à entendre parler de psychanalyse et à interroger leurs pratiques à partir d'elle. À rencontrer la perplexité de certains cliniciens, à parler à des étudiants qui lisent Freud alors que personne ne les y a invités, on constate que, même s'il est peu étendu, l'intérêt pour la psychanalyse existe...

Le discours psychanalytique existe ici. Inutile peut-être de trop l'opposer aux autres discours et, tout en lui conservant son potentiel de subversion, ne conviendrait-il pas mieux de restaurer entre eux des circulations, d'espérer des assouplissements, des zones de passage ? La psychanalyse à Montréal pâtit souvent d'un « entre-soi » frileux dans les différents groupes. Qu'est-ce qui fera point de capiton entre ceux qui sont intéressés par la révolution freudienne que ravive et prolonge l'enseignement lacanien ? Ne s'agirait-il pas de saisir les occasions d'inventer un lien social qui convienne à nos associations et nos regroupements, qui sorte des trop fréquents enjeux de pouvoir, qui serve à débattre, non à nous opposer ni à nous conforter, qui permette à chacun de s'expliquer avec la psychanalyse, de rester sensible à l'inquiétude des gens de notre époque, et qui se soutienne, avant tout, du désir de l'analyste ? Peut-être la publication de cet entretien constituera-t-elle une de ces occasions.

9. Pierre Bruno, Isabelle Morin, Marie-Jean Sauret, « L'association », *Psychanalyse*, n° 1, Toulouse, érès, 2004.

Indications bibliographiques

Filigrane, 2001, vol. 10, n° 1, dossier « Si l'histoire de la psychanalyse québécoise m'était contée... I. Les lieux de pratique de la psychanalyse au Québec ». En particulier, les articles de René DeGroseillers, « Histoire de la psychanalyse à Albert-Prévost », et de Jean Bossé, « Présence de la psychanalyse à la clinique de l'enfance et de l'adolescence du pavillon Albert-Prévost de l'hôpital du Sacré-Cœur ou une expérience de pratique psychanalytique institutionnelle » pour les références concernant l'institut Albert-Prévost.

Filigrane, 2001, vol. 10, n° 2, dossier « Si l'histoire de la psychanalyse québécoise m'était contée... II. Les lieux de transmission de la psychanalyse au Québec ».

Frayages, 1987, sous le thème « La naissance de la psychanalyse... à Montréal ». En particulier le texte d'André Lussier, « Le “feu sacré” de la psychologie à la psychanalyse », pour les références concernant les premiers pas de la psychanalyse au Québec.

Julien BICRAS et Jacques FERRON. 1988. *Le désarroi, correspondance*, vlb éditeur.

Jacques FERRON. 1987. *La conférence inachevée, le pas de Gamelin et autres récits*, vlb éditeur.

Monique PANACCIO. 2000. *La psychanalyse au Québec : formation, filiation, transmission*, thèse de doctorat en psychologie, université du Québec à Montréal, 2000.

Jacques VIGNEAULT. 1993. « Transferts et déplacements. Fondements de la psychanalyse en Amérique du Nord », *Trans*, p. 223-238.